

Les brèves du



Goupil

**Le journal des sections syndicales
de la SEA 35**



**Partager le Goupil favorise
dangereusement la liberté
d'expression**



LES BREVES DU GOUPIL

EDITO

Il y a presque un an se concluait une formation qui promettait d'essaimer des valeurs telles que : l'horizontalité, l'aller vers, la co-construction.

Lors de la journée associative de la SEA 72, comme chez nous, les travaux de réflexion furent étayés par la méthodologie de cette formation et une présentation des travaux collectifs des étudiants de chaque sauvegarde. Le 35, pour conclure son intervention, précisait l'importance de ne pas enfermer les travailleurs sociaux diplômés dans des tours d'ivoire de réflexion en laissant parallèlement les collègues moins diplômés (et donc moins « coûteux ») seuls face aux publics. Car faire travailler des éducateurs et des universitaires collectivement sur le terrain est une belle utopie qui ne doit pas servir de paravent aux évolutions associatives qui ont plutôt tendance à déqualifier le secteur.

En réponse à cette intervention, le formateur responsable de la formation nous gratifia d'une jolie parabole :

« Il y a bien longtemps, le chien et le loup prirent chacun une option différente dans leur relation aux Hommes. Le premier choisit la liberté le second préféra se laisser apprivoiser.

Aujourd'hui le loup est en voie de disparition alors que le chien est devenu le névrosé de l'homme qui va jusqu'à lui construire des hôtels et des salons d'esthétique. »

Moralité le secteur social doit s'adapter à la logique entrepreneuriale, dominante dans le contexte de mondialisation actuel, au risque sinon de disparaître.

Au binôme crépusculaire de cette métaphore, nous décidons d'ajouter un troisième canidé, le **renard**. En effet notre **Goupil** a su, lui, s'adapter à l'expansion humaine et s'infiltrer jusqu'aux cœurs des grandes métropoles tout en restant libre. Il fait partie des rares animaux capables, même seuls, de faire galoper plus d'une vingtaine d'aristocrates et leurs chiens et, plus souvent que le cerf ou le sanglier, de les ridiculiser.



Voilà pourquoi face à cette étroite voie qui ne propose que deux directions : celle de la soumission ou celle de la disparition, nous vous proposons avec ce **Goupil** d'oser le « pas de côté », de courir à travers tous les champs pour exprimer ce qu'est ou devrait être, pour et selon chacun, le travail social à la SEA35.

Ce journal se veut, au-delà du simple outil d'information, être également un espace de respiration pour tous les collègues qui souhaitent parler de leur travail autrement que dans le carcan marketing actuel.

Humour, humeurs, coups de gueule, coup de cœur, laissons cet animal nous aider à réintroduire l'humain dans le travail social.

Le DS SUD santé-sociaux

UN COUP D'ŒIL SUR... LE PAVÉ

QU'EST CE QUE LE PAVÉ ?

LE PAVÉ, C'EST UNE **SCOP**, C'EST-À-DIRE UNE SOCIÉTÉ COOPÉRATIVE DE PRODUCTION, UN STATUT HYBRIDE ENTRE L'ASSOCIATION DE TRAVAILLEURS ET LA SARL.

LE PAVÉ, C'EST UN ORGANISME DE FORMATION, UN ENTREPRENEUR DE SPECTACLE ET UN CABINET DE CONSEIL AUX COLLECTIVITÉS LOCALES.

LE PAVÉ, C'EST UN GROUPE DE D'ÉDUCATEURS POPULAIRES, PRÉCÉDEMMENT ENGAGÉS PENDANT TROIS ANS DANS UN TRAVAIL DE RECHERCHE-ACTION SUR L'ÉDUCATION AU POLITIQUE : ALEXIA MORVAN, ANNAÏG MESNIL, ANTHONY BRAULT, FRANCK L'EPAGE, GAËL TANGUY, RÉGIS LEPRÊTRE, SYLVIE PLANCKE.

NOS FONDAMENTAUX

DU SAVOIR « PRENONS CONSCIENCE DE L'IMPORTANCE DE SE RÉVOLTER... »

DE LA COLÈRE « NOUS VOULONS PARTAGER NOTRE COLÈRE ET ANIMER LA VÔTRE... »

DE LA RADICALITÉ « POSONS LES CONFLITS, DÉVOILONS LES RAPPORTS DE DOMINATION... »

DES STRATÉGIES « PRENONS CONSCIENCE DE L'URGENCE DE RÉPONSES COLLECTIVES... »

DU RÉSEAU « FÉDÉRONS DES RÉSISTANCES, PARTICIPONS À LA CONVERGENCE DES LUTTES... »

DE L'ESPOIR « SERVONS DE GRAIN DE SABLE, EXPÉRIMENTONS, DÉSTABILISONS LES HABITUDES... »

DES MÉTHODES « LIBÉRONS LA PAROLE, STIMULONS LA RÉFLEXION, APPRENONS À ARGUMENTER... »



LE DIAG DU DG

Notre équipe de rédaction (l'**e-RED**) a trouvé utile de consulter un Docteur sur différents sujets concernant la vie de notre « entreprise sociale » pour combler son ignorance du monde complexe et décomplexé de l'entreprise. Pour nous aider dans cette quête salvatrice du savoir, le **Docteur Goupil** se propose d'animer la rubrique le « **Diag du DG** ».



e-RED : Qui êtes vous, Docteur Goupil ?

DG : Je suis d'abord un passionné de l'observation. Je suis à l'affût des activités humaines et me suis spécialisé dans les diagnostics au doigt mouillé. Dans mon labo, je me suis penché sur les histoires de poules et œufs.

Qui est qui ?

Comment s'adapter aux évolutions poulpesques¹ d'une association sans y laisser son pelage ?

e-RED : Nous avons récemment reçu un questionnaire de la Direction concernant l'avenir de Brèves Infos, dont nous vous avons fait lire quelques numéros. Pouvez-vous nous donner votre avis sur celui-ci ?

1- Lisez-vous les brèves ?

DG : Je les dévore avec avidité, je gobe tout cru tout ce qui s'y trouve. Je dois cependant avouer un faible pour l'édito qui est ma friandise et dont je me délecte tant que je peux. C'est un mariage improbable mais tellement réussi entre Paul Verlaine et Laurence Parisot.

2- Vous semblent-elles utiles ?

DG : Non seulement utiles mais primordiales pour assurer la cohésion de notre Grande Famille. Elles montrent à tous la Voie à suivre (ne pas confondre avec le sens). C'est une sorte de référence, de guide suprême (de volaille, of course).

3- Quel format voudriez-vous ?

DG : Tous les formats sont les bienvenus, pourvu que la poésie réactualisée, qui en est la marque de fabrique, perdure. Attention cependant aux trop grandes envolées qui peuvent rendre inaccessible



l'information aux cerveaux mal irrigués dont on ne peut hélas nier la présence parmi nous.

4- Quelle périodicité ?

DG : Voici mon ordonnance : quotidienne, sous forme de sermon, d'appel à la prière, chaque matin entre 9h et 9h15 sur le web.

5- Souhaitez-vous plus d'informations sur la formation, votre service, les autres services ou autre ?

DG : Si l'on peut souhaiter a priori que tout intéresse tout le monde, il ne faut pas se leurrer chacun est d'abord intéressé par lui-même. Il faut vivre avec son temps et je pense que les salariés apprécieraient d'être mis à l'honneur régulièrement, peu importe le motif (il y en a si peu) mais la présentation d'un « salarié du mois » par exemple a fait ces preuves ailleurs. Mes visites fréquentes dans les poulaillers m'ont persuadé qu'il n'y a rien de tel que la mise en concurrence de plusieurs coqs pour y augmenter l'activité.

e-RED : Mais pour quels résultats ?

DG : Heu... Peu importe, il faut que ça bouge, que ça gesticule, que ça parade. C'est là l'essentiel, ne me faites pas enrager !!!

6- Quelles sont vos autres sources d'informations sur la vie de la SEA ?

DG : Cette question est intéressante. Elle commence d'ailleurs par une faute d'orthographe mais peu importe. On pourrait y déceler un brin de perfidie, une recherche de contrôle de l'information si on ne connaissait la droiture de **Notre Entreprise**.

7- Une adresse e-mail sera attribuée début janvier à chaque salarié. Qu'en attendez-vous ?

DG : Je crains que se soit une fausse bonne idée. N'y a-t-il pas un grand risque d'atomisation des salariés, que des informations circulent sans être connues des responsables hiérarchiques ?

Je préconise qu'il y ait un mot de passe commun et accessible à tous afin de faciliter le contrôle. Il serait en effet regrettable que d'ici quelque temps un site (wikiSEAx ?) révèle que certains individus disaient sous le manteau (de renard) que Madame Unetelle est ceci, Monsieur Untel est cela ! Révélations très préjudiciables pour **Notre Entreprise** dont de tels jugements sont fort heureusement absents, surtout à sa tête.



Dérèglement climatique :

La température des pôles

Le Pôle Précarité Insertion

Depuis quelques mois, la pression des financeurs se fait ressentir dans toutes les couches du travail social. Entre les politiques de fusion inter-associations (l'objectif visé est de passer de 35000 associations à 7000 associations), la renégociation de plusieurs des conventions collectives, la restriction des budgets d'état et des conseils généraux, que reste-t-il des travailleurs sociaux, de leurs valeurs et des conséquences sur les personnes auprès desquelles nous travaillons ?

Dans notre Pôle qui se trouve loin des instances associatives, cela prend la forme d'emplois précaires, de choix de direction qui mettent sur la touche certains et remplacent d'autres à minima. Nous ne sommes pas consultés et seulement mis face à des décisions qui impactent notre travail de tous les jours.

Concrètement, des collègues se retrouvent employés avec des salaires dépassant de peu le seuil du complément RSA et d'autres sont employés sur des postes auparavant occupés par des travailleurs qui étaient d'une qualification supérieure. A travail égal, ...salaire inférieur! Si la baisse des moyens alloués par les financeurs multiples du Pôle Précarité Insertion est réel, doit-on pour autant suivre le mouvement sans « résister d'avantage » ?

Notre pôle est-il une expérimentation de la précarité pour les travailleurs. Nous savons que le poids des décisions politiques influe directement sur les financements du pôle. Pour autant, un peu de résistance, fédéré au niveau associatif, ne permettrait-il pas d'assurer un peu plus de sécurité d'emploi, de contrats pérennes, et de reconnaissance du travail fourni.

Sans être dans la confrontation, l'association n'a-t-elle pas, du fait de ses valeurs, le devoir de se montrer plus offensive face à ces évolutions forcées qui, en mettant à mal les employés, de fait met en péril l'accompagnement des personnes accueillies dans nos différentes structures ?

Un salarié du pôle parmi d'autres.



Le Pôle Milieu Ouvert

Le Relais : des vagues autour de la mobilité... affaire à suivre dans le prochain numéro.

LE MUR DES RAGOTS

Le SEVAE : le bruit court dans les milieux autorisés (dont nous ne faisons pas partie) que les financeurs projettent de transformer la règle de « une mesure par enfant » en « une mesure par fratrie »... Le financement d'une mesure pour un enfant seul sera alors le même pour toute une fratrie.

Faudra-t-il mettre en place la politique de l'enfant unique pour préserver l'équité entre tous les usagers ?

TOUCHE PAS A MON CAFE!

Dans le travail social, peut être plus qu'ailleurs, le café est un symbole. C'est un liant entre les individus, c'est un prétexte pour se rencontrer, pour échanger. Le café est un rite, il contribue au sentiment d'appartenance. Il fait partie des conditions de travail au même titre que le journal quotidien ou le papier toilette. D'ailleurs faudra t'il demain que chacun amène son rouleau de PQ ?

Il est de coutume, et la coutume crée le droit, que l'association porte cette pratique conviviale. En demandant une contribution à chaque salarié, elle privatise en quelque sorte une prise en compte collective de cette habitude, renvoyant chacun à une gestion individuelle. Cela fait écho à l'atomisation rampante de notre vie en société que l'on peut voir à l'œuvre à tous les niveaux de celle ci.

L'argument de la direction générale est un souhait d'harmonisation mais les dérogations et exceptions (café offert aux usagers, aux partenaires, aux collègues d'autres services ...) vont créer plus de disparités que d'homogénéisation.



Le plus simple eût été d'harmoniser par le haut, c'est à dire d'offrir le café à tous les salariés de l'association, mais les calculettes sont déjà en action et l'objection tombe : « Ce serait un coût annuel trop important, il faut être responsable ».

Si l'on est si soucieux de l'argent public, il ne fallait peut être pas déménager de la Hallerais (où la direction générale précédente se trouvait bien à l'aise) et économiser ainsi 5000€ mensuels (hors les charges). Comme pour la crise financière c'est à la base de payer.

En passant vous noterez que la direction générale en déménageant a quitté une zone d'activité pour un parc d'affaires.



Le café est un symbole dans le travail social, en s'y attaquant on veut nous faire comprendre qu'en changeant de lieu on a changé d'époque et de logique. On veut nous faire comprendre que l'on sort des activités sociales pour entrer dans le monde des affaires où prévaut une gestion financière, où le calcul tient lieu de réflexion.

Nous galérons déjà assez avec des jeunes désespérés et (ou) en colère, des familles déchirées et matraquées, l'Education Nationale débordée, la justice inexistante, la police omniprésente, des solutions d'hébergement insuffisantes, **(lire la suite page suivante)**

UN COUP D'ŒIL SUR... MELISSMELL

QUELQUE CHOSE ENTRE RITOURNELLE ET CHANSON RÉALISTE, ENTRE HYMNE ÉLECTRIQUE ET PASSION POUR LES MOTS/MAUX QUI FONT QUE LA FRANCE EST LE PAYS DES LIBERTÉS CONTRASTÉES. ON RETROUVE AINSI DES TRACES DU SPLEENÉTIQUE BAUDELAIRE, DE L'ANARCHISTE FERRÉ, DE BREL, HOMME DU THÉÂTRE DE L'ÉMOTION, OU DE BERTRAND CANTAT, ÉCORCHÉ VIF MAJEUR. PARMI LES INFLUENCES PLUS POP, IL Y A BILLY CORGAN, ÂME TORDUE DES SMASHING PUMPKINS ET SURTOUT, COMME UNE ÉVIDENCE, JANIS JOPLIN. CE PREMIER ALBUM S'APPELLE "ÉCOUTE S'IL PLEUT". IL EST LE PRÉLUDE À BIEN D'AUTRES HISTOIRES. CAR AUJOURD'HUI, MELISSMELL N'EN EST QU'AU DÉBUT...

WWW.MYSPACE.COM/MELISSMELL



l'hôpital général qui sature, le psychiatrique qui se délite et la SEA 35 qui vient nous demander 16€ de participation quand il aurait fallu nous offrir des chocolats, nous soutenir et nous reconnaître.

Il y a quand même mieux comme initiative pour mettre en place « un dialogue social de qualité » prôné par les axes stratégiques. Les axes stratégiques ??!!... Ils nous ont donné le vertige, vous savez cette sensation que l'on éprouve devant le vide. Ils méritent à eux seuls un prochain article.

La vie est trop courte pour être petite.
Syndicalement vôtre.

Le pôle Accueil Familial

Dans la série « hard discount social », une grande braderie départementale est organisée pour l'accueil des mineurs étrangers isolés. De nombreuses associations sont sur le coup (le coût ?) : PEP, ARAS, ESSOR, SEA... Qui descendra jusqu'à 70 € de prix de journée ?... A suivre.

Des ~~MOTS~~ pour le dire :

« Dans un souci d'équité » indique que l'on va vous supprimer un acquis sous prétexte que d'autres ne l'ont pas ou déjà, ou déjà plus. Principe managérial, basé sur la fameux « réalisme » social, né des amours clandestins d'un plombier polonais et d'une ouvrière chinoise.

« La mutualisation », le mot phare de cette année 2011, consiste à faire à plusieurs ce que l'on faisait tout seul auparavant. Ceci dans le but de faire des économies sur la masse salariale (ça c'est nous) et de nous préparer aux fusions futures.

Petit jeu pour ce début d'année : amusez-vous à compter le nombre de fois où ce mot est prononcé par vos supérieurs hiérarchiques.



LA LOPPSI 2

ou l'irrésistible ascension de l'Etat surveillance

Le Conseil constitutionnel a censuré, jeudi 10 mars, treize articles de la loi d'orientation et de programmation pour la performance de la sécurité intérieure (Loppsi 2) adoptée au Parlement le 8 février. C'est la première fois dans l'histoire de la V^e République qu'autant d'articles d'une loi sont censurés.

Le Conseil constitutionnel a ainsi censuré l'article permettant au préfet de procéder à l'évacuation forcée de terrains occupés illégalement. Une disposition introduite à la demande du chef de l'Etat, pour marquer sa volonté de procéder à des évacuations de campements de Roms, qui autorisait à procéder dans l'urgence, à toute époque de l'année, à l'évacuation de personnes défavorisées et ne disposant pas d'un logement décent.



De même, le Conseil s'est opposé aux articles étendant aux mineurs l'application de "peines plancher" et autorisant leur comparution immédiate à la demande du procureur de la

République sans saisir au préalable le juge des enfants. Il réaffirme ainsi la spécificité de la justice des mineurs, qui impose de prendre en considération leur personnalité et leur devenir.

Censurées également, des dispositions accordant aux policiers municipaux des pouvoirs de police judiciaire, tels que la possibilité de procéder à des contrôles d'identité. Le Conseil a sérieusement encadré la possibilité de création de logiciels de "rapprochement judiciaire" permettant la mise en œuvre de traitements de données à caractère personnel recueillies à l'occasion d'enquêtes judiciaires. Ceux-ci ne pourront être autorisés que sur décision de l'autorité judiciaire et pour une durée de trois ans.

Le Conseil a aussi refusé l'installation de salles d'audience au sein des centres de rétention administrative, rappelant la nécessité de "*statuer publiquement*", c'est-à-dire qu'on n'installe pas des palais de justice à l'intérieur des prisons.

Enfin, la disposition réintroduisant une forme de "*double peine*" de telle sorte que le président de la cour d'assises demande aux jurés de se prononcer sur l'interdiction du territoire d'un condamné d'origine étrangère a été censurée.



Le 31/01/2011, le SYNEAS a joint la fédération CGT Santé Action Sociale dans l'après-midi pour l'informer de la prochaine parution d'un communiqué de presse reprenant la [communication affichée sur le site patronal](#) (dès le 28/01 dans la soirée) et indiquer quelle était la situation quant à la reprise des négociations de la CCN 66 qui ont été interrompues le 13/07/2010.

Le SYNEAS dit avoir suffisamment attendu que son homologue de la FEGAPEI adhère à une proposition commune de reprise des négociations sur la base d'un nouveau texte qui n'aborderait que les classifications et les rémunérations ; apparemment cela n'a pas pu se concrétiser à ce jour mais la porte est encore ouverte.

Les deux organisations syndicales d'employeurs avaient récemment sollicité le ministère du travail pour initier une nouvelle commission mixte en présence d'un médiateur désigné par les services ministériels ; la réponse a été favorable, les organisations syndicales de salariés sont convoquées au ministère du travail le 14 février 2011. Le SYNEAS informe qu'il demandera à ce que les négociations aient lieu dans le cadre de l'article 3 du titre premier des dispositions permanentes de la convention (art. 3 : révision) ; un texte de base où n'apparaîtraient plus les différentes annexes conventionnelles va nous parvenir prochainement.

Le SYNEAS a tenu à préciser que sa priorité était la pérennité de l'existence de la CCN 66 bien que par ailleurs ait été évoquée la possibilité d'une convention collective unique du secteur sanitaire et social dans l'instance UNIFED (ce qui (dixit le SYNEAS) ne pourrait raisonnablement émerger qu'à échéance de plusieurs années) et donc il interviendrait lors de la prochaine conférence salariale afin de réaffirmer auprès des financeurs que cela ne peut se réaliser « à moyens constants ». Reste que le SYNEAS dit ne pas maîtriser pour l'heure le fait que la FEGAPEI n'ait pas accepté une démarche commune, ce qui en effet hypothèque l'efficacité d'une conclusion satisfaisante.

<http://www.cgtaajb.com/categorie-10694407.html>



Idées de lecture

Stéphane Hessel :
« Indignez-vous ! »

Pour Stéphane Hessel, le «motif de base de la Résistance, c'était l'indignation». Certes, les raisons de s'indigner dans le monde complexe d'aujourd'hui peuvent paraître moins nettes qu'au temps du nazisme. Mais «cherchez et vous trouverez» : l'écart grandissant entre les très riches et les très pauvres, l'état de la planète, le traitement fait aux sans-papiers, aux immigrés, aux Roms, la course au "toujours plus", à la compétition, la dictature des marchés financiers et jusqu'aux acquis bradés de la Résistance - retraites, Sécurité sociale...

Alors, on peut croire Stéphane Hessel, et lui emboîter le pas, lorsqu'il appelle à une «insurrection pacifique».

Editions indigène, 3 €

Florence Aubenas :
« Les quais de Ouistreham »

La crise. On ne parlait que de ça, mais sans savoir réellement qu'en dire, ni comment en prendre la mesure. Tout donnait l'impression d'un monde en train de s'écrouler. Et pourtant, autour de nous, les choses semblaient toujours à leur place. J'ai décidé de partir dans une ville française où je n'ai aucune attache, pour chercher anonymement du travail. J'ai loué une chambre meublée. Je ne suis revenue chez moi que deux fois, en coup de vent : j'avais trop à faire là-bas. J'ai conservé mon identité, mon nom, mes papiers, et je me suis inscrite au chômage avec un baccalauréat pour seul bagage. Je suis devenue blonde. Je n'ai plus quitté mes lunettes. Je n'ai touché aucune allocation. Il était convenu que je m'arrêterais le jour où ma recherche aboutirait, c'est-à-dire celui où je décrocherais un CDI.

Ce livre raconte ma quête, qui a duré presque six mois, de février à juillet 2009. J'ai gardé ma chambre meublée. J'y suis retournée cet hiver écrire ce livre.



Editions de l'Olivier, 19 €

Howard Zinn :

« Une Histoire Populaire de l'Empire Américain »

En tant qu'intellectuel, Howard Zinn part de ce postulat : le point de vue traditionnellement adopté par les ouvrages d'histoire est assez limité. Ainsi, il décide de rédiger un ouvrage sur l'Histoire des États-Unis afin d'en offrir une perspective différente : c'est la naissance d'Une histoire populaire des États-Unis. Ce livre dépeint les luttes qui opposèrent les Indiens d'Amérique aux Européens, l'expansion des États-Unis, les révoltes des esclaves contre le système qui les oppressait, les oppositions entre syndicalistes - ou simples travailleurs - et capitalistes, les combats des femmes contre le patriarcat, le mouvement mené par les Noirs contre le racisme et pour les droits civiques, et d'autres parties de l'Histoire américaine qui n'apparaissent pas dans les livres.

Cette adaptation en bande dessinée est remarquable par sa puissance synthétique, qui réussit à n'édulcorer en rien le propos de Zinn ; son découpage et son rythme parviennent à insuffler une vie à ce qui pourrait n'apparaître que comme une somme historique.

Editions Vertige Graphic, 20 €

Raymond CURIE :

(formateur IRTS de Lyon)

« le travail social à l'épreuve du néo-libéralisme »

Il y a eu les œuvres sociales des Églises. Après 1905, il y a eu les assistantes sociales laïques, puis des travailleurs sociaux agissant avec des compétences variées. Les uns et les autres prenaient en charge les difficultés de ceux qui sont en marge de la société, de ceux qui sont différents du fait de handicaps, des victimes de rapports de forces violents. Ils recevaient une formation dans des écoles spécialisées, laquelle avait l'efficacité (parfois maladroite) du souci de solidarité et s'enrichissait de l'expérience du terrain. Les choses ont commencé à



changer après l'avènement de la Ve République, avec la libéralisation croissante des échanges et l'individualisation marquée des besoins. Le vocabulaire et l'approche des problèmes ont changé. Trop souvent, quand on évoque l'exclusion, on oublie la pauvreté ; on parle d'intervention (ponctuelle) en zone sensible plutôt que d'accompagnement. Et les lois d'encadrement se sont multipliées, notamment celles qui pénalisent des conduites marginales et stigmatisent les déviances. Ces transformations ont suscité de nouveaux profils professionnels, des filières de formation qui éloignent le travail social du souci de solidarité qui devrait le porter. Cela ne signifie pas pour autant que les travailleurs sociaux aient baissé les bras. Au travers d'une vie associative, souvent menacée, mais attentive à l'injustice et à l'incohérence, ils maintiennent les exigences d'une solidarité authentique et active. Même s'il ne traite pas des travaux récents sur la souffrance au travail ou le Care, ce livre brasse des informations utiles à l'intelligence de notre contexte de vie.

ed: l'Harmattan 15€

Edgar Morin :
« la voie, pour l'avenir de l'humanité »
volume 1

A 89 ans, Edgar Morin continue de produire une réflexion riche et tournée vers l'avenir. Cet ancien résistant, ex-communiste, sociologue et philosophe, à qui, sans le savoir, Nicolas Sarkozy empruntait il y a quelques années le concept de « politique de civilisation », vient de produire un nouvel ouvrage, « La Voie », dans laquelle il fait à la fois un constat sévère et angoissant des maux de notre époque, et tente de donner quelques pistes pour l'avenir.

www.rue89.com/.../edgar-morin-une-voie-pour-eviter-le-desastre-annonce-187032

ed :Fayard 18.89 €



Râler c'est bien, résister c'est mieux.



Pour indiquer un article, critiquer, apporter une contribution (anonymat garanti) ou toute autre réaction sur ce journal, contactez les sections.



Les repaires de la SEA

Et si on se retrouvait autour d'un verre pour discuter ?

Et si on se rencontrait en dehors des murs de l'institution ?

Rendez vous le deuxième jeudi de chaque mois
à 19h au bar « chez Ramon et Pedro »,
rue Duhamel (près de la gare).

Contacts :

SUD



Antoine Lepeltier

sectionsudsea35@live.fr

06 22 03 18 28

CGT



Magali Blandin

sectioncgtsea35@live.fr

06 22 03 18 16

**Partager le Goupil favorise
dangereusement la liberté
d'expression**

